

Déporter l'État de droit

La "loi sur le retour ordonné" vise essentiellement à déclarer la fuite comme un crime, en privant systématiquement les fugitifs de leurs droits, en les excluant et en les détruisant.

Un "feu de tolérance", un nouveau statut des personnes privées de leurs droits, est prévu. Toutes les personnes originaires de "pays d'origine sûrs" sont potentiellement touchées, y compris, par exemple, les réfugiés d'Albanie. Et tous ceux qui se permettent de "refuser de coopérer", comme ne pas entrer dans une ambassade. Ils peuvent être déclassés en "lumière de tolérance" par les autorités. Qui peut être touché, qui sera touché ? Par exemple, une jeune femme en Bavière. Elle a fui un mariage forcé avec son violeur et a déclaré avoir un mauvais âge. Raison suffisante pour que les autorités bavaroises l'enferment et l'expulsent sans pitié à cause d'un "manque de devoir de coopération".

Avec la lumière de tolérance, tous ces êtres humains sont en principe exclus, toutes les mesures d'intégration, le travail, l'école et les possibilités de formation sont complètement refusées aux personnes concernées et les moyens sociaux sont fortement réduits, bien en dessous des réalisations minimales prescrites. En d'autres termes, ils sont sans droit, démunis, exclus et sans emploi. Les seules personnes qui pourraient en bénéficier sont les racistes* et le crime organisé, et ils ne trouvent guère de meilleur terrain fertile - en particulier pour l'esclavage sexuel.

Elle contredit tous les principes de liberté et d'égalité, et l'abus de pouvoir par les autorités est sans limite. C'est du racisme inhumain ! Il ne doit pas y avoir de lumière de tolérance !

La prison uniquement pour les fugitifs doit être extrêmement prolongée :

Si les fugitifs n'obéissent pas, comme par exemple au travail au lieu de la date du message à aller, cela devrait pouvoir être puni de 14 jours Beugehaft.

La détention en vue de l'expulsion devrait être presque arbitrairement possible : Ne pas s'expliquer volontairement à partir, ne pas remarquer les dates ou l'argent pour l'évasion d'avoir payé, devrait être suffisant, afin d'enfermer les humains loin jusqu'à 18 mois.

Qui ne veut pas avancer la déportation de lui-même ou de ses propres enfants, peut être arrêté pour ça. Cela contredit le principe de ne pas avoir à s'incriminer soi-même. Elle voit la charge de la preuve dans l'autre sens, des autorités étrangères bloquer, les détenus doivent prouver que les raisons de la détention des autorités ne sont pas légales. Cela se passe déjà de la même manière avec les "pseudo paternités coupables".

Et pour couronner le tout, le droit communautaire doit être ouvertement enfreint en violant la règle de la séparation et en prenant la fuite.

Ceux qui n'obéissent pas doivent être emprisonnés : c'est la signature des régimes fascistes.

Le couronnement de la gloire est la criminalisation de la société civile et des actions en justice. Il est actuellement prévu de classer l'expulsion comme un secret.

Elle révèle le caractère des déportations - les déportations ont toujours été et sont honteuses !
Abolition des déportations !

Dans le sillage des lois spéciales racistes, les abus de pouvoir, la violence systémique et la violence d'extrême droite sont en hausse.

Les autorités pensent qu'elles peuvent se permettre n'importe quoi tant qu'elles ne violent que les droits individuels des fugitifs.

Par exemple, en ordonnant des perquisitions de maisons et des tolérances de 3 jours.

Dans les centres ANKER, les forces de sécurité recourent systématiquement et sans provocation à des actes de violence, dont certains sont perpétrés dans les zones suivantes

Les groupes Whatsapp signalent ouvertement la violence contre les fugitifs comme s'il s'agissait d'un jeu.

En 2018, les attaques d'extrême droite en Allemagne ont fortement augmenté. Le nombre de cas non signalés augmente en même temps que les victimes potentielles sont privées de leurs droits.

Il ne s'agit que d'affamer les gens et de les détruire.

Cependant, la richesse des principes et des institutions violés par la manie de l'exclusion montre que nous sommes du bon côté :

La pression de l'opinion publique dans les années 1920 a permis d'assurer la fermeture des camps de déportation. Il est temps de recommencer !

Loin des prisons et des camps de déportation !

La loi du retour ordonné dans le tonneau ! Abolir les lois spéciales racistes !